

Intervention manifestation du 1^{er} mai 2019

Stéphane DEPLOBIN, secrétaire général, UD CGT 37

Chers(es) amis(es), chers(es) camarades,

Comme chaque 1^{er} mai, mais pas seulement, nous réitérons notre soutien aux peuples en lutte pour la Paix, la démocratie et la liberté.

Nous pensons, tout particulièrement, aux peuples soudanais et algérien qui ont su se mobiliser pour mettre fin à des années d'oppression. Leur lutte n'est cependant pas terminée et la vigilance est de mise contre les tentatives de « *changer pour que rien ne change* ».

Nous soutenons aussi les peuples et les travailleurs du monde qui subissent les pires des situations que ce soit en Afrique, au proche et au moyen orient, en Amérique du sud et ailleurs.

Nous dénonçons aussi les discriminations, les violences et emprisonnement de syndicalistes ou pire encore les assassinats de militants syndicaux comme c'est le cas en Colombie.

Cela va dans le même sens de notre combat contre le patronat international qui œuvre pour restreindre le droit de grève dans le monde entier et qu'il porte dans les instances comme celle de l'OIT.

Demain, Macron sera à Amboise pour un rendez-vous diplomatique avec le président Italien à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Léonard de Vinci.

Nous avons décidé de nous rassembler, à Amboise, en intersyndicale pour dénoncer la politique mortifère de Macron et sa bande.

Au prétexte de visite diplomatique et de ne surtout pas faire apparaître une bride de contestation, toute manifestation est interdite sur le secteur Amboise.

C'est une fois de plus, la liberté d'expression qui est bafouée. Cela va de paire avec la loi dite « *anti-casseurs* » qui vient d'être adoptée par le parlement.

Dans ces conditions, nous appelons à nous rassembler devant la préfecture à 11h30, demain pour dénoncer ces dérives liberticides.

Les annonces du président de la République confirment la mise en place de mesures qui ne sont pas à la hauteur des exigences portées par les différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois.

Dans la panique générale, Macron avait lancé l'opération « Grand Débat » cherchant à neutraliser voire réprimer les résistances aux orientations politiques engagées et à échapper aux revendications portées par de nombreux Français sur les ronds-points comme dans les entreprises, les établissements.

Ce grand débat, organisé officiellement pour écouter les Français, s'est transformé en un faux débat, en une campagne électorale Macronienne cadenassée.

L'empressement à baliser cet exercice, soi-disant démocratique, débouche sur ce résultat :

- Un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications des Français et des travailleurs.
- Un mépris pour leurs galères quotidiennes, alors qu'ils ne demandent qu'un avenir meilleur pour eux et leurs enfants.

Les tergiversations gouvernementales aboutissent à des décisions qui ne changent aucunement le cap des politiques menées depuis le début du mandat présidentiel.

Il exonère une nouvelle fois le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.

Plusieurs annonces cosmétiques ou « symboliques » ne changeront en rien la vie de nos concitoyens sur le long terme. D'autres sont loin de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis des décennies par une grande partie de la population.

Les décisions sur les services publics relèvent de la supercherie au regard des réformes passées, imposées ou celles en préparation dans ces secteurs, toutes aussi nocives les unes après les autres.

A l'instar des politiques de marketing des entreprises, Macron va créer les maisons « *France publique* ».

Enfin, les quelques mesures fiscales proposées ouvrent très modestement un débat qu'il faudrait engager en profondeur sur la fiscalité et évitent surtout de rétablir l'ISF, de mettre à contribution les détenteurs de capitaux, encore moins les actionnaires du CAC40.

Le summum de l'hypocrisie est atteint sur la question des retraites.

Vouloir instaurer la retraite par points, c'est, de fait, diminuer le niveau des pensions et obliger les travailleurs à partir après l'âge légal pour échapper à une décote.

Quant à « *l'art d'être français* » vu la teneur inquiétante des propos sur l'immigration et l'identité nationale, la CGT dénonce un discours nauséabond renouant avec une période très sombre de notre histoire. Ces propos ne peuvent que fractionner la société.

Nous avons donc raison : la tenue du Grand débat a oscillé, entre frustrations, rancœurs et enfumage. Il s'agit donc toujours de répondre en urgence aux enjeux économiques, sociaux et écologiques de la période.

Les conclusions génèrent à la fois colère, indignation et appellent nécessairement à des mobilisations pour modifier profondément les orientations politiques actuelles, ouvrir d'autres perspectives pour réduire les inégalités sociales et territoriales de notre pays, que les propositions gouvernementales risquent au contraire d'aggraver.

Les salariés, retraités, privés d'emploi, les travailleurs, en général, ne peuvent se contenter des annonces de Macron et devront se mobiliser pour gagner une autre répartition des richesses, seule solution pour entrevoir des horizons meilleurs.

Pour :

- L'amélioration du pouvoir d'achat, en particulier, par la revalorisation du Smic, des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux;
- La relance des dynamiques budgétaires pour développer l'emploi, des investissements sur l'ensemble du territoire;
- Une retraite à 60 ans à taux plein et reconnaissance de la pénibilité avec départ anticipé ;
- L'abandon du projet de retraite à point qui conduirait inévitablement à la baisse des pensions ;
- Une fiscalité plus juste avec un impôt plus progressif et le retour de l'ISF ;
- Une sécurité sociale professionnelle qui assure emploi, garantie sociale et déroulement de carrière ;
- La modernisation et le développement des services publics attaqués encore récemment par une réforme rétrograde de la Fonction publique.

Nous appelons à la mobilisation, le plus largement possible, dans les entreprises, les établissements, dans les localités le 9 mai pour gagner des avancées contribuant au progrès social.

Nous vous invitons aussi à soutenir les salariés de la poste d'Amboise en grève depuis 10 jours, une caisse est à votre disposition sur la table.

Merci et à bientôt dans les luttes...